

**Rony  
Brauman**

## Opération « Restore Health »

Le groupe s'appelle « Santé pour tous ». Composé de médecins et de personnel paramédical, il dispose des moyens nécessaires pour apporter une aide d'urgence dans des contrées lointaines, là où souffrent et meurent ceux dont le destin funeste a cessé d'intéresser leurs voisins. Les habitants de cette région sinistrée, victimes de la barbarie des hommes ou tout simplement de l'indifférence de leurs contemporains, survivent en silence, mangent ce que le hasard leur offre en chemin, améliorent leur ordinaire à l'occasion de quelque charitable distribution de nourriture ou de vêtements, et meurent sans bruit. Autrefois éradiquée, ou presque, la tuberculose y fait à nouveau des

ravages. Les organismes affaiblis par une alimentation carencée et irrégulière n'offrent qu'une mince résistance à la progression des germes pathogènes de toutes sortes.

Il y a bien longtemps que l'idée même de se rendre à l'hôpital public ne les effleure plus : qui remplirait les papiers, qui paierait les médicaments ?

Ce pays n'est pas en guerre mais la crise qui le frappe s'acharne sur les plus faibles : ici, des maladies aisées à prévenir ou guérir tuent chaque jour et la courbe de mortalité infantile a repris son ascension, après une longue période de régulière décroissance. Pour les membres de Santé pour tous, le diagnostic est clair. Les deux médecins et le logisticien qui se sont rendus sur place au nom de l'organisation, entrés officieusement avec des visas de touristes pour y faire une première évaluation des besoins, témoignent devant les caméras de télévision de leur pays : malgré les risques – l'un d'entre eux a été légèrement blessé lors d'une agression – ils ont pu se rendre sur le terrain et prodiguer quelques soins avec les maigres moyens dont ils disposaient. Mais face à une situation aussi dramatique, ajoutent-ils sur un ton grave, il faut faire plus : installer un hôpital, relancer des dispensaires, vacciner, distribuer de la nourriture et même des couvertures, car la saison s'annonce rigoureuse. Interrogé sur la réaction des autorités du pays, le responsable de Santé pour

Ancien président de Médecins sans frontières, auteur notamment de *Le crime humanitaire - Somalie*, Arléa, 1993. A paraître chez le même éditeur : *Devant le mal - Rwanda : un génocide en direct*.

tous se déclare confiant tandis que, crânement, l'un des médecins rappelle qu'à notre époque, « *la souffrance des hommes n'appartient pas à leurs gouvernements* ».

Peu de temps après, un Hercules C-130 repeint en blanc décolle. A bord se trouvent deux médecins, quatre infirmières, deux logisticiens, une équipe de télévision et une douzaine de tonnes de matériel médical, de médicaments et de nourriture pour enfants. Arrivée à l'aéroport, règlement de multiples problèmes administratifs : on passe lentement en revue les listes de colisage et les documents de douane, on vérifie sans hâte inutile le contenu des caisses. Les fonctionnaires des douanes et de l'immigration ne sont que moyennement sensibles au caractère charitable de cette équipée, et les tracasseries bureaucratiques se prolongent durant quelques jours.

Mais les petites péripéties qui émaillent le début de cette mission ne présentent aucun caractère exceptionnel et elle peut se poursuivre. Le matériel est acheminé par camions sur les lieux et, tandis qu'une partie de l'équipe s'occupe du déploiement de la tente-hôpital et procède au déballage et à l'installation du matériel, le chef de mission va prendre contact avec les responsables locaux. Pendant ce temps, la télévision fait son travail : recueil des premières impressions d'un médecin devant ses caisses de médicaments, plan serré sur un enfant fiévreux, images de la détresse au quotidien, visages fermés sur fond de bâtisses lépreuses... Non sans une certaine emphase, un autre membre de l'équipe entreprend de décrire les soins médicaux qu'il va prodiguer à ceux qui en sont si cruellement dépourvus, au nom du devoir universellement reconnu d'assistance à personnes en danger.

La suite est pourtant moins fluide que ne le laisseraient présager de si pieuses considérations. Un communiqué de presse signé de Santé pour tous permet de lever un coin du voile sur cette action qui, il est temps de le préciser, se déroule dans le quartier du Bronx, à New York. L'opération « Restore Health » a été décidée par le chef de l'État irakien, profondément ému – selon les termes du communiqué – par les

images qu'a diffusées la chaîne CNN sur la situation désastreuse des millions de sans-abri américains. « *Soucieux de promouvoir le droit à l'assistance humanitaire au-delà de toute considération politique*, poursuit le communiqué, *le gouvernement irakien s'affirme convaincu que son homologue américain facilitera l'acheminement des secours et des équipes médicales et souhaite que les Nations unies, compte tenu de l'ampleur du drame, mobilisent les moyens nécessaires.* »

Un peu plus loin, l'organisation Santé pour tous, dont on note qu'elle est domiciliée dans les locaux du tout nouveau secrétariat de la présidence irakienne, chargé de l'aide humanitaire, interpelle l'ONU : « *Solidaire des victimes innocentes de la violence sociale et d'un ordre injuste, Santé pour tous en appelle au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies afin que soit autorisé le prélèvement d'un fonds de 5 millions de dollars sur les avoirs bancaires irakiens gelés aux États-Unis. Cette somme sera exclusivement utilisée pour mener à bien l'opération humanitaire de Santé pour tous aux États-Unis.* » Le communiqué se conclut par une citation du Président d'honneur de l'organisation, M. Saddam Hussein, qui se déclare confiant quant au respect dont les membres du Conseil de sécurité de l'ONU feront preuve vis-à-vis des résolutions qu'ils ont votées.

Moins d'une heure après, alors que la police s'apprête à réexpédier discrètement hors des frontières l'équipe de SPT et son matériel, des dizaines de journalistes affluent, bientôt rejoints par les camions-régies des télévisions américaines et étrangères. Emportés par la déferlante des reporters, photographes, cameramen, ballottés par une foule rigolarde, les policiers renoncent au ramassage et demandent de nouvelles instructions. Tandis que le FBI et la Food and Drugs Administration entreprennent de vérifier l'ensemble du matériel, des produits chimiques et des médicaments, le sénateur de New York et le maire du Bronx, à peine arrivés sur les lieux, sont sommés par la presse de s'expliquer sur la situation matérielle et médicale des sans-abri. Les organisations humanitaires américaines,

embarrassées, préfèrent éviter les prises de position publiques et le porte-parole de l'ONU, joint par téléphone, déclare sans détours qu'il n'a rien à déclarer, l'affaire étant du ressort de la souveraineté américaine. Tel n'est pas l'avis de Fidel Castro qui, dans une déclaration à l'AFP, affirme son soutien, pour des raisons strictement humanitaires, à l'organisation SPT et à la demande de déblocage des avoirs irakiens aux États-Unis. Il annonce qu'avec le Yémen, il va demander au Comité des Sanctions d'examiner favorablement cette requête parfaitement légitime à ses yeux. De Hoddur en Somalie, où il rend visite au demi-bataillon blindé de la Légion étrangère en mission humanitaire, Bernard Kouchner, après avoir rappelé ses nombreux séjours dans le Bronx et proposé ses services à l'Etat de New York, dénonce le détournement d'une grande idée, la récupération à des fins non avouables du devoir d'ingérence. A une question posée par un journaliste kenyan sur la réciprocité de l'ingérence, le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire répond, vaguement agacé, que lorsqu'il parle d'ingérence, c'est naturellement d'ingérence démocratique qu'il s'agit, comme il ne cesse d'ailleurs de le rappeler.

La conférence de presse organisée par Spike Lee, s'exprimant sous un portrait géant de Malcolm X, sera le bouquet final de ce feu d'artifice. Dans une ambiance survoltée, le metteur en scène apporte son soutien à Santé pour tous. « *Est-il nécessaire d'être blanc et chrétien pour manifester sa soif de justice* », demande-t-il avant de dénoncer le cynisme et le racisme de l'administration américaine et d'appeler les communautés opprimées à faire tomber la muraille de la discrimination.

Cette fièvre politico-humanitaire n'aura finalement duré que quelques jours : les visas octroyés ne permettant pas l'exercice d'une activité professionnelle, fût-ce à titre charitable, et l'American Medical Association, équivalent américain de l'Ordre des médecins, refusant l'autorisation d'exercice à des médecins dont les diplômes ne sont pas reconnus aux États-Unis, Santé pour tous est prié d'aller proposer ailleurs ses charitables services.

Est-il nécessaire de préciser que cette intervention n'a jamais eu lieu, que ce récit est une pure fiction ? Les dictateurs n'ayant de goût pour les provocations que dans leur version sanglante, aucun d'entre eux n'a encore eu l'idée de jouer une telle farce à l'un des Grands de ce monde. Il est pourtant difficile d'imaginer qu'un tel scénario, sous cette forme ou une autre, ne vienne pas un jour à l'esprit de l'un d'entre eux. Quelle que soit l'apparence que prendra cette intervention, on peut d'ores et déjà tenir pour assuré que la réponse du pays « bénéficiaire » sera négative comme elle l'a été dans cette brève nouvelle de politique-fiction.

Dès lors, la question qui se pose est double : pourquoi le pays à qui est adressée cette « aide » va-t-il refuser et comment va-t-il justifier ce refus ? Autrement dit, dans cette situation inversée par rapport aux conventions implicites de l'aide humanitaire, quels arguments, autres que juridiques, les États-Unis vont-ils invoquer pour motiver un refus d'assistance à une population dont personne ne nie qu'elle en a besoin ? Éliminons d'emblée les motifs de circonstances : l'Irak est, certes, encore en conflit avec les États-Unis mais le problème aurait été identique au temps où les deux pays entretenaient les meilleures relations. Ou plutôt, ce qui revient au même dans la perspective adoptée, une telle situation aurait été tout bonnement impensable, perçue comme un acte gratuitement hostile, une provocation annonciatrice d'une stratégie de tension. La question se poserait d'ailleurs dans les mêmes termes si l'on remplaçait l'Irak et son improbable secrétariat chargé de l'aide humanitaire, par la France et son ministère de l'Action humanitaire. Problème troublant : comment en arriver à considérer comme une évidence le caractère inamical, voire hostile, d'un geste dont l'utilité humaine ne fait aucun doute ? Comment concilier ce constat avec le principe apparemment admis et admirablement résumé par François Mitterrand selon lequel « *le devoir de non-ingérence s'arrête au moment précis où commence la non-assistance* » ?

Posée en ces termes, la question ne peut trouver de réponse. C'est qu'il y manque un

paramètre essentiel, tenu pour négligeable dans une vision étroitement pragmatique qui réduit l'action humanitaire à son utilité pratique immédiate. Ce paramètre est l'intention qui sous-tend l'action elle-même. Non pas l'intention individuelle des acteurs de l'humanitaire – ce qui renverrait à une interprétation psychologisante ou moralisatrice des motivations –, mais celle de l'institution qui en est la source. Mesurée exclusivement à l'aune du bénéfice qu'en retirerait la population des sans-abri, l'opération « Restore Health » est inattaquable. Considérée sous l'angle du message implicitement agressif qu'elle véhicule, elle est inacceptable. Autrement dit, lorsqu'elle est clairement ressentie comme une fin, l'action humanitaire se présente, du moins à ce stade et dans ce contexte, comme une évidence. Perçue comme un moyen, elle voit sa finalité se brouiller, le soupçon l'entourer, son contenu se vider. Mais si l'enjeu politique vient ici renforcer la suspicion, il n'est pas seul en cause.

Les solidarités ethniques, religieuses ou idéologiques sont des constantes dans l'histoire des hommes. Leur utilité ne fait en elle-même aucun doute a priori, mais elle ne suffit pas à qualifier d'humanitaires ces soutiens, pas plus que leurs auteurs. Lorsqu'une institution publique finance une société commerciale pour engager une campagne de vaccination, installer un réseau d'hôpitaux et de dispensaires dans une région qui en est dépourvue, elle peut faire – pas nécessairement d'ailleurs – œuvre utile. Mais il s'agit de commercialisation de services, généreusement rétribués comme il se doit, et pas d'aide humanitaire. Lorsque le gouvernement turc installe des centres de soins et distribue des médicaments dans le nord de l'Irak au profit des Kurdes, poussé par un souci de présence physique dans ces régions hautement sensibles pour lui, le service rendu à la population n'est sans doute pas négligeable. Il ne saurait, malgré l'étiquetage Croissant-Rouge, être confondu avec une aide humanitaire. Lorsqu'au nom de la « loi du retour » les Israéliens rapatrient les Falashas d'Éthiopie, font-ils là, hors de tout jugement sur le fond, œuvre humanitaire? Pas plus que les pays

islamiques envoyant nourriture et médicaments à destination exclusive de leurs corréligionnaires de Bosnie. Toutes ces actions ont leur raison d'être, appartenant au registre de la politique ou de la solidarité communautaire, et doivent être jugées, le cas échéant, sur ce plan. De là à les qualifier d'humanitaires, il y a un abîme que seul l'opportunisme le plus cynique permet de franchir. De « Provide Comfort » à « Restore Hope », de l'Irak à la Somalie et de la Bosnie au Rwanda, l'usage de l'humanitaire comme technique de communication gouvernementale a fait ses preuves; dès lors que le sceau de cette morale de secouriste a été apposé, tout débat devient inconvenant, toute remise en cause est soupçonnée de froide indifférence, toute critique est disqualifiée comme « rétro ». Qui s'est mêlé, d'ailleurs, de contester l'opération « humanitaire » que les troupes américaines ont lancée en Colombie, quelques jours seulement après le débarquement de Mogadiscio ? Le 27 décembre 1992, comme pour fêter à leur manière le onzième anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée Rouge, 137 militaires débarquaient à Bogota – de façon totalement pacifique, il faut le préciser – pour gagner, quelques jours plus tard, la ville de Juanchaco. Dans cette région reculée du pays, zone d'influence du cartel de Cali, les boys entreprenaient de débarquer le matériel nécessaire à la construction d'une école, d'un dispensaire et de routes. Sans doute pour démontrer l'affectueuse sollicitude du grand frère américain, bien mal payée de retour, puisqu'elle déclenchait immédiatement une vague de protestations dans la presse colombienne. L'Opération « Restore Health » n'est pas loin...

En raison de son caractère concret, souvent spectaculaire, et de son impact sur l'opinion publique, l'action humanitaire est en effet devenue, entre les mains de ces bricoleurs de l'instantané que sont aujourd'hui les politiques, une véritable ingénierie du « faire-croire ». Le génocide perpétré en mai et juin derniers au Rwanda en fournit une illustration particulièrement infâme. Alors que le monde restait inerte devant le carnage, filmé en direct et

retransmis en mondiovision par CNN, la France décidait d'« intervenir », deux mois après le début des massacres. Pour arrêter le bras des assassins, qu'elle avait d'ailleurs elle-même armés ? Pour s'interposer entre les milices hutues et leurs victimes désignées qu'étaient les Tutsis ? C'est ce qu'imposaient à la fois le devoir d'humanité et la Convention de 1948 sur la prévention et la répression du génocide, c'est ce à quoi appelaient les organisations humanitaires et c'est ce qui n'a pas été fait. Quels qu'aient été les objectifs initiaux de l'opération Turquoise, l'intervention a d'emblée été assignée à résidence par la résolution 929 du Conseil de sécurité, pour qui le Rwanda était en proie à une « crise humanitaire ». La fortune médiatique de cette formule en dit long sur la novlangue sentimentale de nos temps postmodernes. L'assassinat d'un vieillard devra-t-il dorénavant être appelé « crise gériatrique », la nuit de cristal sera-telle rebaptisée « crise vitrière » et la stratégie de viols en Bosnie « crise gynécologique » ?

Quoi qu'il en soit, la France, déclarait le Président de la République, chef des armées, allait « tenter de mettre un terme à ce génocide par une action humanitaire qui est humanitaire et doit le rester ». A une machine de mort qui avait anéanti plus de 500 000 personnes en quelques semaines, non seulement on se contentait de répondre par la politique de l'ambulance, mais on ajoutait que le secourisme pouvait mettre un terme à la boucherie. Qui a demandé à Alain Juppé ou à François Mitterrand ce qu'ils entendaient par arrêter le massacre<sup>1</sup> ou mettre un terme au génocide ? A cette question qui ne fut pas posée, la télévision apporta sa réponse sous la forme d'un flot continu de nombreuses images. Grandes épaules, mines décidées et bras nouveaux, nos bérets verts humanitaires étaient la réponse : évacuation d'enfants hagards et de bonnes sœurs terrifiées, patrouilles dans la brousse hostile et déclarations martiales fournissaient une « signification pure, pleine et

ronde », une intelligibilité parfaite du réel<sup>2</sup>. Et qu'importe si, loin d'arrêter le processus d'anéantissement, on se contentait de tracer les limites d'un sanctuaire à l'intérieur duquel s'abritaient les instigateurs du génocide. Qu'importe si des centaines de milliers de Hutus, qui précisément, n'étaient pas menacés, étaient amenés de force par les assassins pour servir de base arrière à la reconquête. Qu'importe si, sous les yeux des troupes d'élite françaises, les miliciens s'acharnaient à ravager les installations publiques pour ne laisser qu'un tas de ruines au nouveau pouvoir. L'essentiel était de fournir à l'ogre électronique sa pitance quotidienne de signes humanitaires. A défaut d'agir contre le génocide, on communiquait à son sujet. Le point culminant de l'effusion humanitaire fut atteint avec l'épidémie de choléra au Zaïre, lorsqu'on vit, accourant du monde entier, militaires et experts, ministres et caméras, brutalement bouleversés par les ravages de la dysenterie, eux qui pour la plupart n'avaient pas bougé devant le carnage méthodique qui avait précédé. Le génocide se faisait urgence médicale, la honte se mettait en blouse blanche, le rideau de la logistique humanitaire tombait sur les charniers. Le génocide redevenait une affaire douloureuse, le Mal retournait en coulisses et laissait place aux malheurs. Notre pitié, celle qui ronge notre capacité d'indignation, trouvait enfin son point d'appui. Enfin, de saines colères pouvaient s'exprimer : les secours ! les camions ! les stations de pompage ! les hopitaux de campagne ! Plus ! Plus vite ! Le malheur finit par devenir le camouflage du Mal à mesure que l'humanitaire se déguise en responsabilité politique. Marx nous invitait à « rendre la honte encore plus honteuse en la livrant à la publicité ». Il n'avait pas prévu que la publicité du malheur, nouvelle marchandise politique, serait assurée par la mise en scène des bons sentiments, le visage de la solidarité devenant ainsi le masque du cynisme politique.

1. *Libération* du 16 juin 1994, Alain Juppé, « Intervenir au Rwanda ».

2. Roland Barthes, *Mythologies*, « Le monde où l'on catche », Seuil, Paris, 1957.